



PRÉFET DE L'EURE

Arrêté n°DELE/BERPE/18/1481 mettant en demeure la société MANOIR PÎTRES située sur la commune de Pîtres de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de l'Eure,
Officier de la Légion d'honneur,**

VU :

- le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5,
- le décret du 6 mai 2016 nommant Monsieur Thierry COUDERT, préfet de l'Eure,
- le décret du 23 mars 2018 nommant Monsieur Jean-Marc MAGDA, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral SCAED 18-26 du 9 avril 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc MAGDA, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° D1/B1/11/005 délivré le 6 janvier 2011 à la société MANOIR INDUSTRIES dont le siège se trouve 37 rue de Liège à Paris (75008) pour l'exploitation d'une fonderie d'aciers spéciaux située au 12 rue des Ardennes sur le territoire de la commune de Pîtres concernant notamment les rubriques 2545 et 2551 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 susvisé qui dispose que « les deux fours de fusion à arc électrique et le convertisseur AOD de l'atelier de fonderie statique sont équipés de hottes capables de collecter la totalité des gaz émis lors des opérations de fusion et d'affinage de l'acier afin de les traiter. Les captations sont suffisamment enveloppantes sur les deux fours pour assurer la collecte de la totalité des gaz chauds et des poussières, en particulier en début de fusion lors des émissions les plus importantes »,
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 30 octobre 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,
- les observations de l'exploitant formulées par courrier du 6 décembre 2018,

Considérant que les dispositifs de captation aujourd'hui en place sur les fours à arc ne permettent pas d'assurer une collecte des effluents générés par les activités pratiquées de manière satisfaisante;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'Environnement;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MANOIR PÎTRES de respecter les prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

La société MANOIR PÎTRES exploitant une installation de fonderie sise au 12 rue des Ardennes sur la commune de Pîtres est mise en demeure de remettre à Monsieur le préfet de l'Eure pour le 31 décembre 2019 une étude de mise en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 3.2.2, de son arrêté préfectoral d'Autorisation du 6 janvier 2011 en ce qui concerne la captation des poussières et gaz émis par le convertisseur AOD.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Conformément à l'article R.414-6 du code de justice administrative toute personne physique et morale de droit privé non représentée par un avocat, autre que celle chargée de la gestion permanente du service public, peut saisir le tribunal par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 4 :

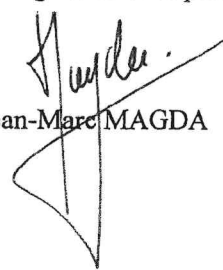
le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MANOIR PÎTRES.

Copie en sera adressée à :

- la sous-préfète des Andelys,
- au Maire de la commune de Pîtres,
- à l'inspecteur des installations classées (UDE - DREAL).

Évreux, le **17 DEC. 2018**

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture


Jean-Marc MAGDA